

Art. 4. Les entreprises d'assurances sont tenues de communiquer au Ministère des Affaires économiques, Service des Assurances, rue J.A. De Mot 24-26, 1040 Bruxelles, les majorations tarifaires appliquées et ce au plus tard un mois après l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Art. 5. Le présent arrêté entre en vigueur le trentième jour qui suit sa publication au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 25 mars 1991.

Le Ministre des Affaires économiques,
W. CLAES

Art. 4. De verzekeringsondernemingen zijn ertoe gehouden aan het Ministerie van Economische Zaken, Dienst der Verzekeringen, J.A. De Motstraat 24-26, 1040 Brussel, de toegepaste tariefverhogingen mede te delen en dit uiterlijk een maand na de inwerkingtreding van dit besluit.

Art. 5. Dit besluit treedt in werking op de dertigste dag na zijn bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

Brussel, 25 maart 1991.

De Minister van Economische Zaken,
W. CLAES

F. 91 — 866

29 MARS 1991. — Arrêté ministériel modifiant l'arrêté ministériel du 24 juin 1988 prescrivant la déclaration des hausses de prix

Le Ministre des Affaires économiques,

Vu la loi du 22 janvier 1945 sur la réglementation économique et les prix;

Vu l'arrêté ministériel du 24 juin 1988 prescrivant la déclaration des hausses de prix;

Vu l'avis de la Commission pour la Régulation des Prix;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par les lois des 9 août 1980, 16 juin 1989 et 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant la nécessité d'assouplir les dispositions réglementaires actuelles en ce qui concerne la fixation des prix dans le secteur concerné;

Considérant que le secteur est suffisamment concurrentiel pour qu'il ne fasse plus l'objet d'un contrôle renforcé en matière de prix,

Arrête :

Article 1er. L'article 3, § 1er, 2°, de l'arrêté ministériel du 24 juin 1988 prescrivant la déclaration des hausses de prix est complété par les mots suivants :

— herbes et plantes aromatiques, épices, poivres et mélanges.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 29 mars 1991.

W. CLAES

N. 91 — 866

29 MAART 1991. — Ministerieel besluit tot wijziging van het ministerieel besluit van 24 juni 1988 houdende verplichting tot aangifte der prijsverhogingen

De Minister van Economische Zaken,

Gelet op de wet van 22 januari 1945 betreffende de economische reglementering en de prijzen;

Gelet op het ministerieel besluit van 24 juni 1988 houdende verplichting tot aangifte der prijsverhogingen;

Gelet op het advies van de Commissie tot Regeling der Prijzen;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 9 augustus 1980, 16 juni 1989 en 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat het noodzakelijk is de huidige wettelijke bepalingen te versoepelen voor wat de vaststelling van de prijzen in de betrokken sector betreft;

Overwegende dat de sector voldoende concurrentieel is om niet meer onderworpen te zijn aan een versterkte prijzencontrole,

Besluit :

Artikel 1. Artikel 3, § 1, 2°, van het ministerieel besluit van 24 juni 1988 houdende verplichting tot aangifte der prijsverhogingen wordt aangevuld met de volgende woorden :

— kruiden en aromatische planten, specerijen, pepers en mengelingen.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt wordt.

Brussel, 29 maart 1991.

W. CLAES

MINISTÈRE DES COMMUNICATIONS ET DE L'INFRASTRUCTURE

F. 91 — 867

Arrêté royal autorisant la Régie des Télégraphes et des Téléphones à participer au capital et à la gestion de la « S.A. BRAINS » ayant pour objet social l'exploitation de services à valeur ajoutée, à savoir les services « on-line transaction processing » et un système d'« electronic data interchange » utilisant le même réseau

RAPPORT AU ROI

Sire,

L'arrêté soumis à Votre Majesté tend à autoriser la Régie des Télégraphes et des Téléphones à prendre une participation dans le capital et la gestion de la « S.A. BRAINS ».

La conjugaison de l'informatique et des télécommunications entraîne un nombre croissant de services offerts, qui sont révélateurs des besoins du marché. Il est en outre significatif que pour ces besoins, les entreprises réclament des solutions globales conçues sur mesure.

MINISTERIE VAN VERKEER EN INFRASTRUCTUUR

N. 91 — 867

Koninklijk besluit waarbij de Regie van Telegrafie en Telefonie gemachtigd wordt deel te nemen in het kapitaal en het bestuur van de « N.V. BRAINS », die de exploitatie van diensten met toegevoegde waarde, te weten de « on-line transaction processing »-diensten en het systeem van « electronic data interchange » dat gebruik maakt van hetzelfde netwerk, tot doel heeft

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het besluit dat aan Uwe Majesteit wordt voorgelegd strekt tot de machtiging van de Regie van Telegrafie en Telefonie om deel te nemen in het kapitaal en het bestuur van de « N.V. BRAINS ».

Het samengaan van informatica en telecommunicatie leidt tot een toenemend aantal aangeboden diensten hetgeen wijst op het bestaan van marktbehoeften. Het is daarenboven kenmerkend voor deze marktbehoeften dat de bedrijven nood hebben aan globale, op maat uitgewerkte oplossingen.

Pour rencontrer cette demande, la Régie des Télégraphes et des Téléphones ne peut se limiter exclusivement à sa mission prioritaire de service public, mais se doit également d'être en mesure d'aborder le marché en pleine expansion des services de télécommunications offerts en concurrence.

En outre, il est impératif qu'elle se positionne sur ce marché face, non seulement au secteur privé belge des télécommunications, mais également aux opérateurs étrangers de télécommunications, tant publics que privés, actifs dans ce secteur. Dans le cadre de l'évolution internationale des télécommunications une approche internationale est également indispensable.

La Régie des Télégraphes et des Téléphones pourrait atteindre ces objectifs soit seule soit en collaboration avec des partenaires. Elle a aujourd'hui la possibilité de prendre une participation de cinquante pour cent dans la « S.A. BRAINS », une société à constituer entre elle et la S.A. Bell-Alcatel. Le capital social de la « S.A. BRAINS » est fixé à 300 000 000 FB.

La « S.A. BRAINS » a comme objectif l'exploitation de services à valeur ajoutée, à savoir :

— l'exploitation des services « ON-LINE TRANSACTION PROCESSING » (en abrégé, les services « OLTP »).

Les services « OLTP » doivent être considérés comme une série d'activités différentes qui utilisent toutes le même réseau comprenant un système informatique central; des terminaux dans les différents « end-point-locations », une infrastructure qui dessert ces terminaux et un système de gestion pour superviser le tout.

L'activité principale de la société à constituer concernera la partie informatique du réseau décrit ci-dessus.

Dans des secteurs aussi divers que la distribution pétrolière, le commerce de détail, les soins de santé, le transport, le tourisme, les loisirs, les professions libérales, la sécurité, etc., les services « OLTP » porteront entre autres sur les domaines ci-après :

— « electronic funds transfer » et « transaction routing », utilisant tous les moyens de paiement électroniques tels que « company cards », cartes de crédit, de débit, ...;

— « telemanagement » visant la gestion des marchandises vendues au point de vente, la compilation et la centralisation de données, ...;

— « telemonitoring » qui comprend le traitement des signaux d'alarme captés en différents endroits du réseau et la réaction à ces signaux;

— « on-line information consulting activity ». Cette activité permet au départ des « end-point location » d'avoir accès à des applications spécialisées dans l'ordinateur central et offre la possibilité d'échanger des informations;

— « public enhanced telecommunication facilities activity » comme le « credit card faxphone », ...;

— la gestion de textes publicitaires pour points de vente;

— « teleticketing activity », à savoir la distribution de tickets dans des « end-point-locations » liée à la consultation « on-line » et à la réservation;

— l'exploitation de services « ELECTRONIC DATA INTERCHANGE » (en abrégé les services « EDI »).

Les services « EDI », consistent dans le transfert de l'information structurée entre deux ordinateurs pouvant se substituer à l'envoi de bons de commandes, de factures, de documents de transport ou bancaires, de lettres postales, de télex ou de fax, par l'intermédiaire d'une « clearing house ». « EDI » est complémentaire aux services « OLTP ». Il fera usage du réseau : « OLTP ». Son exploitation demeure subordonnée aux résultats d'une étude d'opportunité.

Par conséquent, le projet d'arrêté royal soumis à la signature de Votre Majesté a pour but d'autoriser la Régie des Télégraphes et des Téléphones à prendre une participation dans la « S.A. BRAINS » et ceci conformément à la loi du 7 décembre 1984 qui modifie l'article 1^{er} de la loi du 19 juillet 1930 portant création de la Régie des Télégraphes et des Téléphones et prévoit que celle-ci peut, dans les conditions fixées pour chaque cas par le Roi, par voie de participation à des organismes ou sociétés publics ou privés, existants ou à créer, belges, étrangers ou internationaux, faire toutes les opérations de quelque nature qu'elles soient, se rapportant en tout ou en partie à sa mission.

J'ai l'honneur d'être,

Sire,
de Votre Majesté,
le très respectueux
et très fidèle serviteur,

Le Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones,
M. COLLA

Om aan deze vraag tegemoet te kunnen komen, mag de Regie van Telegrafie en Telefonie zich niet uitsluitend beperken tot haar prioritaire taak van openbare dienstverlening maar moet zich ook richten op die diensten die in de concurrentiële sector worden aangeboden en in volle expansie zijn.

Daarenboven is het noodzakelijk dat zij zich op deze markt niet alleen positioneert ten opzichte van de Belgische private telecommunicatiesector maar ook tegenover de buitenlandse openbare en private telecommunicatieoperatoren actief in deze sector. In het kader van de internationale evolutie in de telecommunicatie is eveneens een internationale aanpak vereist.

De Regie van Telegrafie en Telefonie zou deze doelstellingen ofwel alleen ofwel in samenwerking met partners kunnen bereiken. Heden heeft zij de mogelijkheid om voor 50 % deel te nemen in de « N.V. BRAINS », een nog op te richten vennootschap tussen haar en de N.V. Bell-Alcatel. Het maatschappelijk kapitaal van de « N.V. BRAINS » bedraagt 300 000 000 BF.

De « N.V. BRAINS » heeft tot doel de exploitatie van diensten met toegevoegde waarde, te weten :

— de uitbating van « ON-LINE TRANSACTION PROCESSING »-diensten (« OLTP »-diensten).

De « OLTP »-diensten moeten beschouwd worden als een reeks verschillende activiteiten die alle gebruik maken van hetzelfde netwerk bestaande uit een centraal computersysteem, terminals in de verschillende « end-point-locations », een infrastructuur die deze terminals bedient en een beheerssysteem om het geheel te superviseren.

De belangrijkste activiteit van de nog op te richten vennootschap zal betrekking hebben op het informaticageedeelte van het hierboven beschreven netwerk.

In diverse sectoren zoals de petroleumdistributie, de detailhandel, de gezondheidszorg, het vervoer, het toerisme, de recreatie, de vrije beroepen, de veiligheid, enz. zullen de « OLTP »-diensten onder meer het volgende omvatten :

— « electronic funds transfer » en « transaction routing », gebruik makend van alle elektronische betaalmiddelen zoals « company cards », krediet- en debetkaarten, ...;

— « telemanagement » dat betrekking heeft op het beheer van de goederen verkocht in het verkooppunt, verzameling en centralisatie van gegevens, ...;

— « telemonitoring » omvat de behandeling van alarmsignalen die ontvangen worden van verschillende locaties van het netwerk en de reactie op deze signalen;

— « on-line information consulting activity ». Deze activiteit verleent vanuit de « end-point-location » toegang tot gespecialiseerde toepassingen in de centrale computer en biedt de mogelijkheid tot informatie-uitwisseling;

— « public enhanced telecommunication facilities activity » zoals de « credit card faxphone », ...;

— het beheer van publicitaire teksten voor verkooppunten;

— « teleticketing activity », te weten de ticketverdeling in « end-point-locations » verbonden met « on-line »-consultatie en reservering;

— de uitbating van « ELECTRONIC DATA INTERCHANGE »-diensten (« EDI »-diensten).

De « EDI »-diensten bestaan in het overbrengen van gestructureerde informatie tussen twee computers via een « clearing house », waardoor het verzenden van bestelbrieven, facturen, vervoer- of bankdocumenten, brieven, telex- of faxberichten kan vervangen worden. « EDI » is complementair aan de « OLTP »-diensten. Het zal gebruik maken van het « OLTP »-netwerk. De exploitatie ervan is afhankelijk van de resultaten van een haalbaarheidsstudie.

Het ontwerp van koninklijk besluit dat aan Uwe Majesteit ter ondertekening wordt voorgelegd heeft dan ook tot doel de Regie van Telegrafie en Telefonie toe te laten een deelneming in de « N.V. BRAINS » te verwerven en dit overeenkomstig de wet van 7 december 1984, waarbij artikel 1 van de wet van 19 juli 1930 tot oprichting van de Regie van Telegraaf en Telefoon werd gewijzigd en wordt bepaald dat deze laatste, onder de voorwaarden die de Koning voor elk geval bepaalt, bij wijze van deelneming in reeds bestaande of nog op te richten openbare of private, Belgische, buitenlandse of internationale instellingen of maatschappijen, alle handelingen van enigerlei aard kan verrichten die geheel of ten dele op haar opdracht betrekking hebben.

Ik heb de eer te zijn,

Sire,
van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige
en zeer getrouwe dienaar,

De Minister van Posterijen, Telegrafie en Telefonie,
M. COLLA

31 JANVIER 1991. — Arrêté royal autorisant la Régie des Télégraphes et des Téléphones à participer au capital et à la gestion de la « S.A. BRAINS » ayant pour objet social l'exploitation de services à valeur ajoutée, à savoir les services « on-line transaction processing » et un système d'« electronic data interchange » utilisant le même réseau

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 19 juillet 1930 créant la Régie des Télégraphes et des Téléphones, notamment l'article 1^{er}, alinéa 4, inséré par la loi du 7 décembre 1984;

Vu l'avis favorable de l'Inspecteur des Finances, donné le 5 décembre 1990;

Sur la proposition de Notre Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones et de l'avis du 24 décembre 1990 de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. La Régie des Télégraphes et des Téléphones est autorisée à prendre une participation de cinquante pour cent dans le capital de la « S.A. BRAINS ».

Elle peut également participer à la gestion de cette société.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} février 1991.

Art. 3. Notre Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 31 janvier 1991.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones,

M. COLLA

31 JANUARI 1991. — Koninklijk besluit waarbij de Regie van Telegrafie en Telefonie gemachtigd wordt deel te hebben in het kapitaal en het bestuur van de « N.V. BRAINS », die de exploitatie van diensten met toegevoegde waarde, te weten de « on-line transaction processing »-diensten en het systeem van « electronic data interchange » dat gebruik maakt van hetzelfde netwerk, tot doel heeft

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 19 juli 1930 tot oprichting van de Regie van Telegrafie en Telefonie, inzonderheid op artikel 1, 4e lid, ingevoegd bij de wet van 7 december 1984;

Gelet van het gunstig advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 5 december 1990;

Op de voordracht van Onze Minister van Posterijen, Telegrafie en Telefonie en op het advies van 24 december 1990 van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De Regie van Telegrafie en Telefonie wordt gemachtigd een deelneming van vijftig percent in het kapitaal van de « N.V. BRAINS » te verwerven.

Zij wordt tevens gemachtigd deel te nemen aan het bestuur van deze vennootschap.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking op 1 februari 1991.

Art. 3. Onze Minister van Posterijen, Telegrafie en Telefonie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 31 januari 1991.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Posterijen, Telegrafie en Telefonie,

M. COLLA

MINISTÈRE DE LA SANTÉ PUBLIQUE
ET DE L'ENVIRONNEMENT

F. 91 — 868

Arrêté royal relatif à l'exercice
de la profession d'accoucheuse

RAPPORT AU ROI

Sire,

Il est urgent de modifier l'arrêté royal du 16 octobre 1962 relatif à l'exercice de la profession d'accoucheuse, qui ne répond plus à la réalité du vécu professionnel.

Les arguments sont multiples :

- les progrès accomplis en obstétrique et en néonatalogie au cours de ces vingt dernières années;
- la libre circulation du diplôme au sein de la C.E.E. signée le 21 janvier 1980 (Directive 80/154/CEE);
- le champ d'activité minimum décrit dans la directive 80/155/CEE, article 4 :

« 1. assurer une bonne information et conseiller en matière de planification familiale;

2. constater la grossesse, puis surveiller la grossesse normale, effectuer les examens nécessaires à la surveillance de l'évolution de la grossesse normale;

3. prescrire ou conseiller les examens nécessaires au diagnostic le plus précoce possible de toute grossesse à risque;

4. établir un programme de préparation des futurs parents à leur rôle, assurer la préparation complète à l'accouchement et les conseiller en matière d'hygiène et d'alimentation;

MINISTERIE VAN VOLKGEZONDHEID
EN LEEFMILIEU

N. 91 — 868

Koninklijk besluit betreffende de uitoefening
van het beroep van vroedvrouw

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het is dringend noodzakelijk het koninklijk besluit van 16 oktober 1962 betreffende de uitoefening van het beroep van vroedvrouw te wijzigen aangezien het niet meer beantwoordt aan de realiteit van de beroepssituatie.

De argumenten zijn velerlei :

- de in de laatste twintig jaar geboekte vooruitgang in de verloskunde en de neonatologie;
- het vrije verkeer van het diploma binnen de E.E.G., ondertekend op 21 januari 1980 (Richtlijn 80/154/EEG);
- de minimale werkzaamheden opgesomd in de Richtlijn 80/155/EEG, artikel 4 :

« 1. goede voorlichting en adviezen over geboorteregeling verstrekken;

2. zwangerschap vaststellen en het normale verloop ervan blijven volgen, onderzoeken verrichten die nodig zijn voor het toezicht op het verloop van de normale zwangerschap;

3. de onderzoeken voorschrijven of adviseren die nodig zijn voor het zo vroeg mogelijk stellen van de diagnose van een zwangerschap met gevaar voor complicaties;

4. een programma opstellen ter voorbereiding op het ouderschap en de volledige voorbereiding op de bevalling en de ouders raadgevingen verstrekken over hygiëne en voeding;